

Le conservatisme trumpisé

par Françoise Coste

Le Parti républicain a-t-il vendu son âme au diable en choisissant pour la troisième fois Donald Trump comme candidat ? Comment peut-il porter un homme défiant à ce point tous les garde-fous de la démocratie et réinterprétant aussi radicalement la grammaire conservatrice ?

Le Parti républicain s'est donné corps et âme à Donald Trump, qui porte ses couleurs depuis maintenant trois élections présidentielles (2016, 2020, 2024). Il faut remonter aux années 1930 et 1940, et les 4 candidatures du Démocrate Franklin D. Roosevelt, pour voir une personnalité politique régner de manière aussi indéboulonnable sur un parti américain. Par cette longévité, Donald Trump a d'ores et déjà, quelle que soit l'issue de l'élection de novembre 2024, profondément influencé son parti. A partir d'une analyse de la convention républicaine qui s'est tenue à Milwaukee, en juillet 2024, et de la campagne menée par D. Trump depuis, cet essai se propose de définir le positionnement idéologique du Parti républicain trumpifié en le situant dans la longue histoire du conservatisme aux États-Unis.

Les classiques républicains

La rhétorique trumpienne se positionne d'abord, assez logiquement, par rapport à un noyau idéologique qui reprend les classiques républicains tels qu'ils ont été posés par Ronald Reagan à partir des années 1980. Sur le plan économique, il s'agit évidemment d'une approche dominée par des promesses de baisses d'impôts et de

soutien à la croissance par une politique de l'offre. Donald Trump se vante des immenses baisses d'impôts votées par le Congrès sous son mandat (2016-2020). Il aime à répéter que ce sont les plus grandes baisses de l'histoire et, en la matière, son goût pour l'emphase est justifié, puisque sa réforme fiscale de 2017 a été au-delà des chiffres, déjà faramineux, des réductions d'impôts votées sous Ronald Reagan (1981) ou George W. Bush (2002, 2003). Dans une campagne qui laisse planer un immense flou sur le programme économique, les impôts constituent la seule promesse explicite de Donald Trump : « No tax on tips ! » — l'idée étant d'exempter d'impôts les pourboires touchés par « les serveuses, les caddies de golf et les chauffeurs », comme dit lors de la convention de Milwaukee.

Autre incontournable des campagnes républicaines : les guerres culturelles. De fait, la convention de Milwaukee a coché toutes les cases attendues par la base, souvent évangélique, du parti : rejet des revendications trans (les Démocrates « ne peuvent même pas définir ce qu'est une femme ! » s'est plaint le gouverneur de Floride, Ron de Santis, tandis que le fils de D. Trump, Don Junior, a accusé les « profs gauchistes » d'« enseigner à nos enfants qu'il y a 57 genres différents ») ; dénonciation de la décision du gouvernement américain, suite au mouvement Black Lives Matter, de rebaptiser de nombreuses installations militaires américaines portant le nom de généraux sudistes ; ou encore engagement réitérés *ad nauseam* de combattre « l'utopie socialisto-marxiste » de la Gauche, qui veut remplacer les valeurs américaines traditionnelles (« la foi, le patriotisme, l'éthique du travail et la famille ») par « la race, le genre, la sexualité et le climat ». La mission des Républicains n'a donc pas changé : sauver l'Amérique traditionnelle.

Un corpus renouvelé

Si le corpus trumpien respecte ces passages obligés du conservatisme états-unien, il marque, dans le même temps, un profond remaniement doctrinal sur deux questions majeures : la politique étrangère et le rapport au populisme.

La pensée isolationniste a longtemps été vivace au sein du Parti républicain, mais l'attaque de Pearl Harbor, en décembre 1941, et l'entrée en guerre des États-Unis l'a discréditée. Plus tard, lors de la Guerre Froide, les Républicains ont adopté une vision atlantiste et interventionniste, qui explique par exemple leur soutien à la guerre du Vietnam ou encore les coups de boutoir portés par Ronald Reagan à l'influence

soviétique en Amérique Centrale dans les années 1980. Cet héritage explique aussi la flambée néoconservatrice qui a emporté le parti au début du XXI^e siècle, menant aux guerres d'Afghanistan et d'Irak. Le Trumpisme rejette totalement cette tradition. À la suite de l'administration de George W. Bush, les Républicains n'ont jamais reconnu les erreurs commises lors de la guerre contre le terrorisme, ils n'ont pas remis à plat leurs principes de politique étrangère, et Trump a profité de ce vide et de ce manque de courage pour leur imposer un devoir d'inventaire. D'où un spectaculaire renouveau isolationniste, déjà présent en 2016, mais encore plus franchement assumé et mis au premier plan lors de la campagne de 2024.

La guerre en Irak, voulue par George W. Bush, Dick Cheney et tous les leaders républicains de l'époque, a été présentée à Milwaukee comme « un désastre » et un « mensonge ». Quant au slogan « America First » de triste mémoire, utilisé dans les années 1930 par les isolationnistes pro-Allemands comme Charles Lindbergh, il est omniprésent dans la campagne. L'interventionnisme est perçu comme une trahison du peuple américain par son gouvernement, comme l'a bien résumé Tucker Carlson (ancien journaliste star de Fox News très proche de D. Trump) lors de son discours à la convention : « J'ai vu des parlementaires enjamber les corps prostrés de leurs concitoyens en train de mourir d'overdose pour aller au Congrès voter des aides pour des pays étrangers ». Pendant ses années à la Maison Blanche, Donald Trump avait déjà marqué les esprits, dans les cercles diplomatiques et militaires, par sa critique constante des alliés des États-Unis au sein de l'OTAN, accusés de profiter de la protection américaine sans participer suffisamment au financement de l'Alliance. Ce discours est encore plus préoccupant en 2024 puisque la situation européenne s'est nettement détériorée avec le déclenchement de la guerre en Ukraine. S'engager dans la voie isolationniste revient à abandonner, en toute connaissance de cause, les alliés européens au profit de la Russie poutinienne. Tucker Carlson ne s'en cache d'ailleurs pas : « On ne voit pas notre commandant-en-chef [Joe Biden] suggérer que l'on utilise nos forces armées pour protéger notre pays, ou les vies de nos concitoyens. Non ! Ça, c'est pour l'Ukraine ! ».

Cette focalisation sur les élites qui trahiraient le peuple fait bien sûr écho au populisme de Donald Trump identifié dès sa campagne de 2016, et identifiés par les politistes américains comme une des premières causes de son succès¹. La campagne de 2024 confirme ce tournant, qui représente une évolution marquante pour le Parti républicain. Certes, des présidents comme Nixon ou Reagan avaient, eux aussi, par le

¹ John B. Judis, *The Populist Explosion, How The Great Recession Transformed American and European Politics*, New York: Columbia Global Reports, 2016.

passé, manié le populisme conservateur pour attirer le vote ouvrier ; mais le rejet des élites prend avec Trump un tour beaucoup plus massif et hargneux. Il faut le souligner car, historiquement, le Parti républicain était justement le parti des élites WASP, le parti connu pour sa proximité avec les milieux d'affaires, le monde des grandes entreprises et de Wall Street. Ces liens existent toujours évidemment, et se reflètent par exemple dans les contributions de nombreuses grandes entreprises au financement des campagnes républicaines.

Cependant, dans les discours entendus à la convention de Milwaukee, la dénonciation de « l'establishment » a été omniprésente : les « élites fortunées » sont accusées d'avoir « vendu les ouvriers américains » aux « grandes banques » et « aux grosses entreprises de la Tech ». Ce message est amplifié par les plus grandes voix républicaines, au prix quelquefois d'une certaine dissonance cognitive. On peut par exemple citer JD Vance, ancien banquier d'affaires proche des milliardaires de la Silicon Valley, aujourd'hui co-listier de Donald Trump, s'emportant contre les responsables politiques qui sont « dans la poche du monde du business », et contre « les barons de Wall Street » qui ont détruit l'économie américaine. Mais la cohérence n'est pas la priorité du Parti républicain trumpifié ; le Trumpisme propose plutôt une inversion accusatoire où la Gauche démocrate remplace la Droite républicaine comme ennemie du peuple dans l'imaginaire collectif des Américains.

Les obsessions trumpistes

Le Trumpisme ne peut pas s'appréhender sans prendre également en compte l'obsession qui en constitue la colonne vertébrale depuis le célèbre discours de 2015 dans lequel Donald Trump annonça sa candidature aux primaires républicaines : l'immigration et ses conséquences sur la criminalité aux États-Unis. La vague rhétorique anti-immigration de 2016 est devenue en 2024 un véritable tsunami. Trump apparaît fréquemment lors de ses meetings avec le slogan « Deport Illegals Now » (« Il faut expulser les clandestins maintenant ») inscrit en grosses lettres sur le mur derrière lui et ses partisans agitent des pancartes portant le slogan « Mass Deportation Now ! » (« Expulsions de masse tout de suite ! »). Des termes tels que « invasion » ou « occupation » sont désormais communs, pour donner l'impression d'un pays en guerre contre les immigrés.

Pour Trump, ces millions de clandestins sont entrés aux États-Unis avec la complicité de Joe Biden et Kamala Harris même s'il serait sans doute bien plus correct de parler d'impuissance, tant l'administration sortante n'a jamais trouvé comment concilier politique humanitaire et politique sécuritaire à la frontière. D'où une augmentation du nombre d'entrées irrégulières aux États-Unis depuis 2020, qui amène les Républicains à affirmer que les Démocrates ont trahi le pays. D'abord parce que leur loyauté irait aux sans-papiers plutôt qu'au peuple américain ; comme l'a expliqué le fils Trump, Eric, à Milwaukee, l'administration démocrate n'envoie-t-elle pas « les clandestins » dans « les hôtels les plus chers de New York », tandis que « les anciens combattants sans abris » en sont réduits à « dormir sous les ponts » ? Pire encore, une fois installés, ces clandestins seraient à l'origine d'un déchaînement de violence. À cause d'eux, selon le sénateur Ted Cruz du Texas, « chaque jour, des Américains meurent — assassinés, attaqués, violés », et « de jeunes garçons et de jeunes filles sont vendus pour devenir des esclaves sexuels ». Mais c'est pour les femmes américaines que ces immigrés représenteraient le plus grand danger. Dénoncer l'immigration via l'impact qu'elle a supposément sur les femmes relève d'un choix plutôt habile de la part de Donald Trump et des Républicains surtout après la condamnation de l'ancien président dans l'affaire Stormy Daniels au printemps 2024. Les femmes constituent en effet le bloc démographique le plus convoité de ce cycle électoral. Ériger les immigrés en menace terrifiante permet aux trumpistes de leur parler directement sans pour autant mentionner leur principal talon d'Achille vis-à-vis des électrices, à savoir leur responsabilité dans l'arrêt Dobbs, par lequel la Cour suprême a abrogé le droit à l'avortement au niveau fédéral en juin 2022.

Le discours trumpiste véhicule une vision très traditionnelle des femmes, qui fait d'elles d'éternelles victimes. Qu'elles soient présentées en tant qu'épouses (une jeune femme explique lors de la convention de Milwaukee comment son mari est mort d'une overdose), en tant que mères (une femme en pleurs vient raconter comment son fils de 15 ans, Weston, est mort après avoir pris un cachet de Fentanyl), ou en tant que proies sexuelles (une famille évoque leur sœur, Rachel Morin, violée et tuée par un immigrant sans papier ; Trump parle longuement de Jocelyn Nungaray, une petite fille de 12 ans, violée et étranglée par deux clandestins vénézuéliens), le mécanisme est le même : Joe Biden et Kamala Harris ont laissé les frontières grandes ouvertes pour les immigrés et les cartels de la drogue, ils ont donc du sang sur les mains. Heureusement, s'il est réélu, Trump fait le « serment » de « protéger les femmes » menacées par une « armée de clandestins venus des donjons du Tiers Monde », des « violeurs » que « les [Américaines] ne veulent pas voir débouler dans leur maison ». Le mécanisme rhétorique alliant ici racisme, pathos misérabiliste et obsession pour la violence

sexuelle s'avère être d'une redoutable efficacité sur la base républicaine ; à Milwaukee, la terrible histoire de Jocelyn Nungaray a été évoquée par plusieurs élus, devant une foule de militants qui, chauffés à blanc, ont fini par scander « Send them back ! Send them back ! » (« Renvoyez-les chez eux ! »). D'où la nouvelle promesse phare de Donald Trump, après celle de construire le mur à la frontière avec le Mexique : expulser les plus de dix millions d'immigrés sans papier présents sur le sol des États-Unis.

Une dérive illibérale

De tels excès rhétoriques ont, depuis 2016, poussé de nombreux historiens et politistes à analyser le succès de Donald Trump à travers le concept d'« illibéralisme », popularisé aux États-Unis par Fareed Zakaria, dans un célèbre article intitulé « The Rise of Illiberal Democracy », paru en 1997 dans *Foreign Affairs*. D'après F. Zakaria, les démocraties illibérales sont des « régimes démocratiquement élus » qui « ignorent régulièrement les limites constitutionnelles à leur pouvoir » et qui « privent leurs citoyens de leurs droits fondamentaux et de leurs libertés »².

Force est de constater que la capitulation du Parti républicain devant Donald Trump depuis 2016 s'est accompagnée d'une lente dérive illibérale. Le parti a globalement soutenu Donald Trump contre vents et marées lors de son mandat présidentiel, y compris après l'insurrection du Capitole le 6 janvier 2021 — seuls 10 élus Républicains de la Chambre des Représentants ont voté pour la destitution de Donald Trump lors de son second impeachment. Cette loyauté aveugle à Donald Trump s'est confirmée en 2024, pendant les primaires qu'il a facilement remportées. Seuls deux poids lourds du parti, Nikki Haley (ancienne gouverneure de Caroline du Sud) et Ron de Santis (gouverneur de la Floride) ont osé se présenter contre l'ancien président. Plus jeunes que lui et considérés comme des élus ayant plutôt bien réussi dans leurs États respectifs, ils ont été balayés par D. Trump. Ce dernier a à peine fait campagne contre eux, en refusant de participer au moindre débat et en passant des mois à les insulter. Pourtant, la base du parti ne lui en a pas tenu rigueur et l'a triomphalement choisi pour porter les couleurs du parti en novembre. Idem à Milwaukee. La convention a, en effet, vu le déploiement d'un véritable culte de la personnalité autour de l'ancien président. Loin d'être un simple candidat, il est

² Fareed Zakaria, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, vol. 76, n°6, 1997, p. 22-43.

devenu, dans la bouche des nombreux Républicains qui se sont exprimés à la tribune, un héros, voire un surhomme, le « Braveheart de notre époque ». Son succès et sa célébrité sont tels que les stars du sport et d'Hollywood ont toujours été éblouies par lui ; ses scores au golf impressionnent même les professionnels ; tel un « Midas » moderne, il a construit toute la skyline new yorkaise ; avant de rentrer en politique, il était « l'un des meilleurs businessmen du monde », etc. Ces compliments, tirés de la vie pré-présidentielle de D. Trump, quand il était surtout une figure des tabloïds, plutôt que de son mandat présidentiel, renforcent la dimension populiste de la campagne, en présentant l'ancien président comme un éternel outsider.

Mais c'est surtout sa survie « miraculeuse » lors de la tentative d'assassinat à Butler, en Pennsylvanie qui lui a conféré une aura presque surnaturelle auprès de ses supporters. À Milwaukee, les plus grandes figures du parti ont expliqué que, alors que le « diable » était venu chercher Donald Trump, « la main de Dieu » lui a fait tourner la tête au dernier moment et lui a donné la force de se relever « comme un lion qui rugit ». Ainsi béni, Donald Trump peut rejoindre, de son vivant, le panthéon des plus grands présidents américains : Reagan, bien sûr, mais aussi Lincoln car, comme lui qui a été assassiné en 1865, il connaît les risques et est prêt au sacrifice ultime. Alors qu'il pourrait profiter d'une vie de repos et de luxe dans sa magnifique propriété de Floride, il a choisi de repartir au combat et d'endurer le pire : les insultes, les procès, les tentatives d'assassinat. Il est par conséquent axiomatique aux yeux des Républicains aujourd'hui que Donald Trump est une victime et qu'il est « persécuté » par les Démocrates. Mais il affronte toutes ces attaques « vicieuses » avec courage, car il sait que « son seul crime », c'est d'« aimer l'Amérique ».

De telles flagorneries peuvent prêter à sourire. Elles sont cependant le reflet d'un affaiblissement réel de certaines normes démocratiques considérées, à tort, comme allant de soi au sein du système politique américain jusqu'à la conquête du Parti républicain par Donald Trump. La première d'entre elles concerne la place de la violence dans le champ politique. La campagne de 2024 élude de manière assez frappante l'insurrection du Capitole du 6 janvier 2021. Les rares fois où elle est (implicitement) mentionnée servent à renverser la charge accusatoire au profit des Républicains. Alors que les Démocrates, d'abord avec Joe Biden, puis avec Kamala Harris, ne cessent de décrire l'ancien président comme une menace pour les institutions des États-Unis, Tucker Carlson a admis à Milwaukee que les Républicains étaient « fatigués qu'on leur aboie à la figure à la télé à propos de la démocratie ». Après tout, la « vraie définition » de la démocratie, c'est « la proposition selon laquelle les citoyens d'un pays possèdent ce pays ». Ce qui signifierait que les leaders d'un pays

doivent « faire ce que les gens leur disent de faire ». Or le seul qui « prête attention à ce que les gens veulent », c'est justement Donald Trump. Le moyen le plus sûr de renforcer et sauver la démocratie américaine serait donc de voter pour lui.

La réécriture de l'histoire est ici audacieuse, d'autant plus que, au fur et à mesure que le scrutin du 5 novembre 2024 approche, Donald Trump se fait de plus en plus explicite dans son intention de recourir à la violence s'il est réélu. Convaincu que ses opposants démocrates représentent un immense danger (« Nous avons deux ennemis. Nous avons un ennemi de l'extérieur, et puis nous avons un ennemi de l'intérieur qui est, à mon avis, plus dangereux que la Chine ou la Russie »), il n'envisage qu'une solution : faire appel à l'armée pour empêcher les « lunatiques de la Gauche radicale » d'empêcher le bon déroulement des élections. Il ne s'agit pas pour Donald Trump d'un simple exercice de l'esprit. Dans des interviews et des meetings de campagne, il a donné quelques noms précis pour identifier ses cibles potentielles : Adam Schiff, un représentant démocrate qui avait mené les débats lors de la première procédure de destitution de Donald Trump en 2020 ; ou encore Nancy Pelosi, l'ancienne Speaker démocrate de la Chambre des Représentants, ainsi que son mari Paul qui, en 2022, a déjà été attaqué à coups de marteau dans sa résidence de San Francisco par un militant d'extrême droite.

Conclusion

Chaque étape dans cette escalade apparemment sans fin des provocations trumpiennes constitue un test quasiment-ontologique pour le Parti républicain : faut-il tout accepter au nom de la reconquête de la Maison Blanche ? On peut certes reconnaître que certaines figures républicaines, y compris nombre d'anciens ministres ou conseillers de Donald Trump (Mark Esper, H.R. McMaster, Mike Spence ou John F. Kelly), l'ont vivement dénoncé pendant la campagne de 2024. Mais ces voix sont très minoritaires au sein du parti et n'y ont aucune influence — la principale opposante interne de Donald Trump, l'ex-Représentante du Wyoming Liz Cheney, a d'ailleurs été exclue du parti en 2021. Le Parti républicain à l'ère Trump est par conséquent un corps monolithique où la dévotion à Donald Trump est une condition de survie. Profondément renouvelé, tant dans son corpus idéologique que dans son leadership, ce vieux parti a subi une mue incroyablement rapide, pris en tenailles entre un leader charismatique et une base passionnée et aveuglément fidèle à son chef. La métamorphose semble aujourd'hui complète et, quel que soit le résultat de la

présidentielle de 2024, il est probable qu'elle affectera par son ampleur tous les autres acteurs du système politique, partisan et institutionnel des États-Unis. Pour la démocratie américaine, il y aura un avant et un après D. Trump.

Publié dans laviedesidees.fr, le 29 octobre 2024.